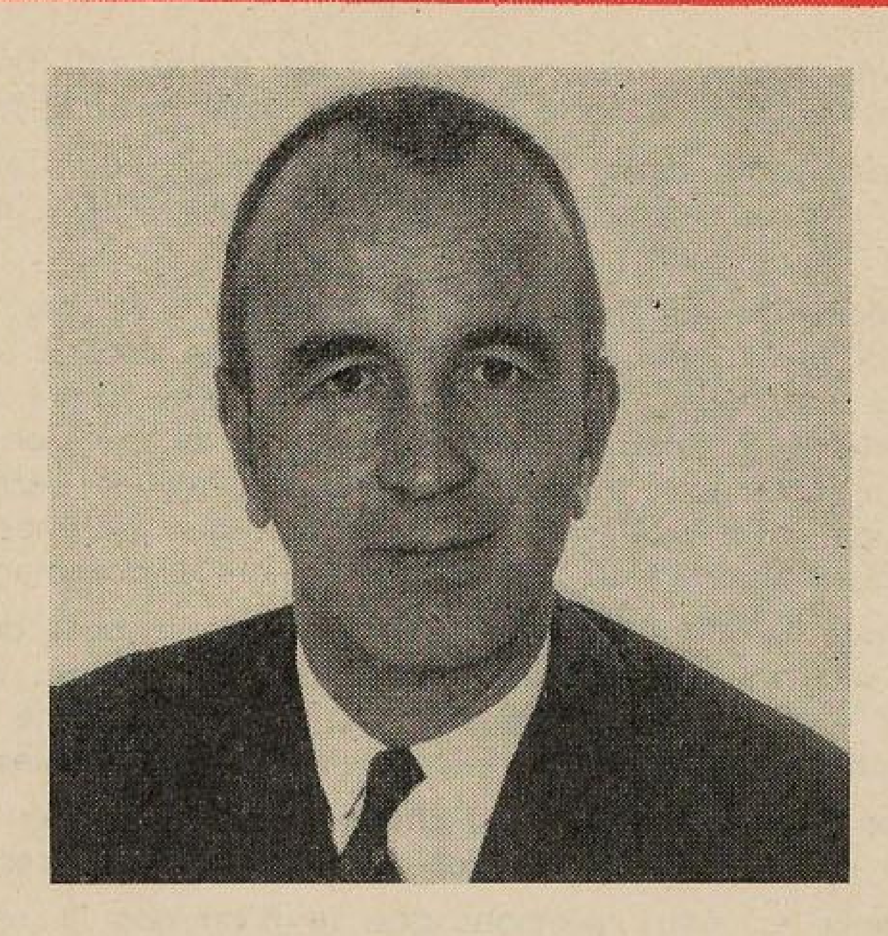
FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. — PARTI RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

# ANDRÉ  ROUSSELET

Chère électrice, cher électeur,

Candidat dans votre circonscription, je dois d'abord me présenter à vous et vous dire pourquoi je sollicite votre suffrage.

Je souhaiterais le faire en répondant aux questions que vous devez vous poser au sujet d'un homme qui, avec quatre autres, brusquement, surgit dans votre foyer pour vous demander, comme eux, de lui faire — et à lui seul — confiance au point de lui déléguer, pour quatre ans, le soin de vous représenter, de défendre vos intérêts et ceux des vôtres.

*Après des études de droit et de sciences politiques, j'ai choisi à la Libération la carrière préfectorale. L'Ariège, le Gers, puis les Antilles, avaient été mes premiers postes quand, en 1954, François MITTERRAND, ministre du Gouvernement de MENDES-FRANCE, m'appela à ses côtés. Quelques années plus tard, la IVe République s'était effondrée sous le poids de ses fautes plus encore que sous les coups de ses adversaires; celle qui lui avait succédé penchait déjà vers d'autres excès, qui se sont confirmés depuis. Cette menace acheva alors de me convaincre de quitter l'Administration.*

*C'est ainsi que j'ai pu mettre ma liberté retrouvée au service de mes convictions. Elles m'ont conduit à seconder François MITTERRAND à Toulouse lors de la campagne présidentielle. Elles m'amènent aujourd'hui à vous adresser cette lettre.*

**Rien ne devrait être plus simple que l'élection d'un député : une majorité d'hommes et de femmes se reconnaissent dans le programme d'une formation politique et font confiance à l'homme qui le défend pour être leur représentant.**

Ma formation politique d'origine est la Convention des Institutions Républicaines, qui regroupe des clubs où se sont retrouvés des hommes de gauche soucieux de rénover la vie politique française.

Lors de l'élection présidentielle, et pour répondre à une aspiration commune à beaucoup, la Convention, le parti socialiste S.F.I.O. et le parti radical ont décidé de se rejoindre dans une seule grande formation. C'est ainsi qu'est née la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE.

Par la suite, un programme de gouvernement fut mis au point démocratiquement, après une libre confrontation entre les familles de la FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE, afin de proposer aux Français une politique nouvelle à substituer au pouvoir gaulliste. C'est ce programme que je défends dans la bataille actuelle.

**Nous voulons bâtir une société de citoyens libres et responsables de leur destin.**

**Nous entendons assurer la stabilité des institutions** et mettre fin à un régime où un seul décide de l'avenir de tous. Nous proposons donc : un contrat entre la majorité de l'Assemblée nationale et le Gouvernement, conclu pour la durée de la législature, sanctionné par le retour devant les électeurs en cas de crise; un statut garantissant l'indépendance de la radio et de la télévision; la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise; la protection et la promotion des libertés des communes, du département et de la région.

**Nous voulons instaurer une économie socialiste** par l'élaboration d'un plan démocratique et la sélection des dépenses d'investissement, la nationalisation des industries de l'armement et de l'espace. Nous pensons que c'est l'ensemble de la fiscalité qui doit être refondu, pour être à la fois plus juste

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. — PARTI RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

CONVENTION DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE ET SOCIALISTE

PARTI RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE — PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

et seconder l'expansion nécessaire. Un plan de réforme précis a été établi, qui taxe la spéculation sous tous les aspects, supprime les exonérations dont bénéficient les gros revenus et allège l'effort des salariés.

**Nous voulons intégrer l'agriculture dans l'économie générale,** pour assurer, à tous ceux qui en usent, la parité des revenus, par la recherche de nouveaux débouchés, la modernisation de la production et le développement des équipements ruraux.

**Nous voulons établir les fondements de la justice sociale** bafouée par le régime actuel en donnant véritablement à chacun le droit au travail, par le plein emploi, le droit à une retraite décente, le droit à la santé par l'extension du secteur public hospitalier et une aide accrue à la recherche médicale, le droit au logement par des constructions sociales plus nombreuses et la création d'un service national du logement, le droit à la solidarité nationale pour les handicapés et les personnes âgées, dont le dénuement est la honte de notre société, le rétablissement des droits des victimes de guerre et anciens combattants, la justice pour les rapatriés d'Algérie (sur la base de la loi sur les dommages de guerre de 1946).

**Nous voulons que soit reconnue la dignité de la femme** par le respect du principe « à travail égal, salaire égal » (à Toulouse, les salaires féminins sont aujourd'hui inférieurs d'un tiers aux salaires masculins), le remboursement à 100 % des congés de maternité, la liberté d'une maternité heureuse et volontaire, le développement des crèches, des centres médico-sociaux et des écoles maternelles.

**Nous voulons enfin offrir aux jeunes l'égalité des chances** dans la vie, en donnant à l'**Éducation nationale la priorité des priorités,** et en lui accordant à cet effet les crédits nécessaires.

**Nous voulons construire la paix** et nous pensons que ce n'est pas la servir que de fabriquer des armes de destruction apocalyptique, tout en refusant de se soumettre à l'arbitrage international. Aussi nous renoncerons à la force de frappe. Nous reconvertirons à des fins pacifiques l'industrie de l'atome. Nous signerons les accords de Moscou. Nous ferons en sorte que la France prenne la tête de la croisade du désarmement et de la sécurité collective.

**Nous croyons à l'Europe,** non pas à celle de l'argent ou à celle des patries, mais à celle des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un parlement européen.

Nous croyons enfin que l'indispensable aide au Tiers Monde doit être, avant tout, inspirée du souci de faire reculer la faim et l'ignorance que supportent encore plus de deux milliards d'êtres humains.

**Candidat à Toulouse,** je sais les menaces qui pèsent sur l'avenir de son économie.

L'industrie aéronautique doit être sauvée, alors que le gaullisme voue délibérément au chômage ses ouvriers en réduisant ses commandes pour fermer ensuite les usines.

**De nouvelles activités devront être créées à Toulouse** pour préserver l'O.N.I.A. de la lente asphyxie à laquelle le gaullisme la condamne. La gauche a pris à cet égard une position claire; une raffinerie sera implantée à Toulouse au cours du plan qui suivra son accession au pouvoir. Les industries de transformation qui se grefferont alors permettront de fixer une main-d'œuvre qui aujourd'hui a trop souvent le choix entre l'exode, le chômage ou des salaires de misère.

Il faudra enfin donner aux autres activités de la région, industrielles, agricoles, commerciales, les moyens de survivre et de se développer en s'adaptant aux nécessités d'une économie de progrès.

**Telles sont les grandes lignes du programme de gouvernement de la gauche. Assurée du soutien des travailleurs, soucieuse de la stabilité monétaire, elle saura mettre au service de tous, et particulièrement à celui des plus défavorisés, l'expansion de notre économie.**

**Avec la Fédération je vous propose ainsi un véritable contrat dont l'application dépend d'abord de vous, de votre volonté de participer directement aux affaires de notre pays, de votre désir d'assurer l'union des forces de gauche et de progrès sur des bases réalistes.**

**S'il recueille votre assentiment, je prends l'engagement solennel d'en défendre l'exécution, partout où cela sera nécessaire, en maintenant l'indispensable dialogue avec mes concitoyens.**

*André ESTRADE,*
*délégué départemental*
*de François Mitterrand*
*pour l'élection présidentielle.*
*Fondateur et animateur*
*de la Convention*
*des Institutions Républicaines*
*de la région Midi-Pyrénées.*



VU : LE CANDIDAT

**ANDRÉ ESTRADE** **SUPPLÉANT**

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. — PARTI RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

CONVENTION DES INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES

Impr. Régionale, Toulouse